

Bonnet d'âne pour Ségolène Royal en Poitou-Charentes !

Article rédigé par , le 10 novembre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Fureur et hurlements de l'intéressée : on n'accuse pas madame Royal d'incurie financière sans crime de lèse-majesté.

Le Poitou compte nombre de célébrités : Charles Martel, Henry de La Rochejaquelein, madame Royal et l'âne du Poitou, à ne pas confondre avec celui de la comtesse de Ségur, dont les *Mémoires* enchantèrent notre enfance. Lui était normand. Madame Royal, qui serait peu flattée d'être comparée à cet affectueux baudet, semble pouvoir rivaliser avec lui sur un point : au classement des régions, l'ancienne Poitou-Charentes est au fond de la classe, près du radiateur. Bonnet d'âne pour l'endettement et la gestion financière.

La situation semble si grave qu'Alain Rousset, le président socialiste – un éléphant, donc — de la nouvelle région Aquitaine n'hésite pas à barrir puissamment contre l'ancienne comtesse de Poitiers. Un audit commandé au cabinet Ernst & Young accable en effet celle qui fut, de 2004 à 2014, à la tête de la région. Il met en évidence des retards de paiement s'élevant à 132 millions d'euros, une épargne quasi nulle et une sous-budgétisation de certaines dépenses. Il relève aussi, parmi les emprunts, 56 millions d'euros à très haut risque qui nécessiteront un plan de désengagement, et 46 millions d'euros d'emprunts à risque.

Fureur et hurlements de l'intéressée : on n'accuse pas madame Royal d'incurie financière sans crime de lèse-majesté. Et l'actuel ministre de l'Environnement, ex-maîtresse de François Hollande et mère de ses enfants, d'exiger une enquête de la chambre régionale des comptes.

Dont le pré-rapport confirme à peu de choses près le constat du cabinet d'audit, qualifié d'« officine privée » par la dame du Poitou. Ne manque plus que l'usage du terme « controversé », si cher aux journalistes socialistes de *France Info* pour dire « sulfureux », et Alain Rousset ferait presque passer Donald Trump pour un gentleman.

Il n'est pourtant pas le seul. Le vice-président (PS) de la commission de finances, Olivier Chartier, dresse un tableau très sombre de la situation. En rappelant, par exemple, que le budget de fonctionnement a augmenté de 14,1 % entre 2013 et 2015, ce qui représente la bagatelle de 61 millions d'euros. Quant aux entreprises de BTP travaillant pour la région, elles n'étaient plus payées à partir du mois d'octobre de chaque année, et devaient patienter jusqu'au début de l'exercice suivant pour recevoir le règlement de leurs factures. Combien ont déposé le bilan à cause de cette gestion calamiteuse ?

Manifestement, les barons locaux règlent leurs comptes avec l'ancienne candidate à la présidentielle. Elle dont la morgue et l'arrogance ainsi que le mépris pour le personnel subalterne sont connus, elle dont les manières princières cadrent assez mal avec l'accent peuple qu'elle affecte d'utiliser dans ses apparitions publiques, pourrait bien se retrouver poursuivie par les magistrats financiers. Les anomalies de gestion semblent telles que, même chez les socialistes qu'on ne savait pas si rigoureux avec l'argent public, la pilule ne passe pas.

Mais, après tout, qui s'en plaindra ? Qu'il s'agisse de Ségolène Royal ou d'autres, la gabegie financière des collectivités locales est une des plaies engendrées par la décentralisation. Plus une seule agglomération qui ne veuille son palais des élus, plus un département qui ne dépense sans compter pour le confort de ses dirigeants. Le retour au réel ne peut plus attendre !

